DIAL 3259

AMÉRIQUE LATINE - Féminisme communautaire : la nature n'est pas un sein intarissable

Adriana Guzmán, América Maceda, Julieta Paredes & PDTG

vendredi 8 novembre 2013, mis en ligne par Dial

Dans le prolongement de la réflexion proposée par les textes déjà publiés sur féminisme, individu et communauté [1], nous publions ici un long entretien avec trois militantes boliviennes de l'association Mujeres Creando Communidad (Femmes artisanes de communauté), América Maceda, Adriana Guzmán et Julieta Paredes. Entretien publié sur le site du Programme d'études sur la démocratie et la transformation globale (PDTG) le 20 juin 2013.

Pérou, Lima. En mars dernier, dans le cadre du festival « Nous, femmes, sommes dans la rue » et dans les locaux du Programme démocratie et transformation globale (PDTG) [2], s'est tenu un atelier sur le féminisme communautaire animé par les militantes boliviennes Julieta Paredes, Adriana Guzmán et América Maceda de l'association Mujeres Creando Communidad (Femmes artisanes de communauté).

Trois heures durant, nous avons pu écouter les analyses, les points de vue et les propositions de ces femmes qui luttent depuis plus de 30 ans pour dépatriarcaliser la Bolivie et réussi à faire se matérialiser leur utopie : la construction de la communauté des communautés.

Le féminisme communautaire est un mouvement qui est implanté dans plusieurs pays d'Abya Yala [3], une façon de nommer l'Amérique latine qui englobe le désir de récupérer la mémoire et les savoirs des peuples précoloniaux, tout en dénonçant le patriarcat et le colonialisme du regard européen porté sur le continent américain.

Cet entretien rend compte des apports et des interventions de toutes les femmes qui ont participé à cet atelier.

Pourrais-tu nous expliquer votre proposition de féminisme communautaire ?

América Maceda : Pour nous, c'est important de commencer par dire que les rêves se construisent avec le corps, avec les mains, parce que nous sommes féministes et que nous faisons de la politique en partant du corps, et aussi parce que nous croyons encore en l'espérance et que nous revendiquons l'utopie. Nous n'acceptons pas que quiconque veuille nous ôter le droit de rêver. Nous avons nos propres rêves et nous croyons qu'il faut les construire avec ce corps et ces mains.

Abya Yala connaît une période exceptionnelle qui offre la possibilité de penser et de rêver d'un monde différent. Les processus dans lesquels sont entraînés nos peuples et en particulier le processus qu'est en train de vivre la Bolivie nous permet de penser que le système – qu'on l'appelle capitalisme, système de classe, système de genre, ou, comme nous, patriarcat – nous pouvons le faire disparaître et reconstruire

une autre façon de vivre et de communiquer entre nous. C'est à nous, les organisations sociales, qu'il revient de relever le défi. Ou croyons-nous qu'il nous faut une nouvelle fois confier nos rêves à un gouvernement, à un *caudillo*, une *caudilla*, à une personne ou à un mouvement pendant que nous, nous retournons nous assoir à la maison en attendant que la révolution se fasse, comme cela s'est passé avec la démocratie et avec la gauche également.

Dès maintenant, il faut dire haut et fort quelque chose d'essentiel : que les révolutions se font en partant du peuple, que les gouvernements ne font pas les révolutions, que l'État ne supporte pas les révolutions, que les institutions et les ONG ne font pas les révolutions, pas plus qu'elles ne les financent. Celles et ceux qui font les révolutions, c'est nous, les organisations sociales, les mouvements sociaux et c'est bien en partant du peuple que les révolutions se font.

Qu'est-ce que ça veut dire exactement et qu'est-ce que ça implique ?

AM : Cela signifie aujourd'hui une responsabilité politique ; c'est pour cela que nous sommes ici et que nous mettons les bouchées doubles en Bolivie, pour construire une proposition, parce que c'est le moment de construire, de proposer et c'est cette responsabilité politique que nous assumons. Le combat des mouvements sociaux et le combat des femmes sont déjà très anciens et ils ont été essentiels contre le néolibéralisme, en s'appuyant sur la dénonciation et les revendications. Maintenant, cela ne suffit plus d'exiger, il faut proposer, dire dans quel monde nous voulons vivre, quelles relations et quelle organisation nous voulons construire. Et c'est dans ce contexte qu'apparaît le féminisme communautaire.

En 2003, après l'insurrection du peuple en Bolivie que l'on a appelé la guerre du gaz, est née l'Assemblée des femmes. Nous étions dans la rue pour défendre avec nos corps, la vie de nos sœurs et de nos frères, nous nous sommes organisées en assemblées et nous avons assumé la lutte en partant du féminisme avec l'Assemblée féministe mais en tenant compte des caractéristiques du processus politique bolivien. Avec la force de ce que nous sommes, aymara, quechua, guarani, nous avons reformulé, après 1500 ans d'oppression, les concepts que nous avions appris du féminisme et nous avons élaboré la proposition du féminisme communautaire.

C'est une proposition de vie, qui n'est pas réservée aux femmes, et qui part de la communauté. Cette proposition est partie intégrante de l'Alliance des femmes, femmes paysannes, Indiennes, femmes prestataires de services, femmes à leur compte, femmes de différents métiers – femmes qui ont eu aussi une éducation machiste. Nous débattons pour définir dans quel monde nous voulons vivre et quel monde nous voulons pour nos frères aussi. Nous ne débattons pas sur les quotas, nous ne nous demandons pas si nous voulons une représentation de 25 ou 30% ou si nous pouvons aller jusqu'à 50% mais, étant entendu que nous sommes la moitié de chaque peuple, nous nous demandons comment en finir avec le patriarcat. Il faut briser les mensonges de la technocratie du genre qui nous a fait croire que les choses pouvaient se résoudre à coup de pourcentages.

Comment le féminisme communautaire explique-t-il les particularités du patriarcat tel qu'il est vécu en Amérique latine ?

AM : Si l'on reconnaît comme théories académiques le communisme, le socialisme, le marxisme, pourquoi ne reconnaît-on pas aussi comme théorie sociale le féminisme ? Essentiellement parce qu'il est fait par des femmes et en partant des femmes. Nous reprenons cette lutte à notre compte mais nous reprenons aussi à notre compte les luttes d'autres femmes que nous nommons aussi féminisme. Nous reconnaissons que dans l'histoire, c'est le féminisme qui a défini le patriarcat comme un système et qui a commencé à le combattre. Mais nous, nous sommes dans un contexte différent que nous appelons Abya Yala.

Nous savons que le temps n'est ni linéaire ni circulaire mais reprenant un vocabulaire graphique pour expliquer cela, nous distinguons deux espaces géographiques séparés, deux moments et deux processus différents. En 1492, il y eut une invasion, parce que ce n'était pas une conquête, pas plus qu'une découverte comme ils disent, mais bien une invasion violente sur les corps de nos grands-pères et de nos grands-mères, de nos ancêtres. Nous reconnaissons qu'en Europe, il existait un patriarcat avec ses caractéristiques : il y a des livres qui décrivent comment l'Église persécutait les femmes et les jetait en

prison ; une femme qui avait des connaissances de guérisseuse était une sorcière et il fallait la brûler. Donc, des formes de domination sur le corps des femmes existaient déjà. Avec la colonisation arrive toute cette violence, qui s'abat aussi sur le corps de nos frères les hommes. Le travail forcé dans les mines, les violences, les assassinats… La colonie s'installe avec le viol de femmes, la mort.

Dans le continent américain régnait aussi un patriarcat que nous appelons patriarcat originaire. Il présentait d'autres caractéristiques et il était moins violent mais pas pour autant meilleur. Nous dénonçons ce patriarcat, sa violence et son exploitation, parce qu'il s'exerçait sur le corps des femmes. Par exemple, l'inca se rendait dans les communautés et il recrutait des fillettes, les enlevait de leur communauté et les utilisait comme domestiques, amantes ou cuisinières. Dans ce processus, les deux patriarcats se rejoignent et se superposent. Nous, nous vivons cette jonction : le patriarcat européen s'est ajouté au patriarcat originaire.

À votre avis, comment arrive le féminisme occidental en Amérique latine ?

Adriana Guzmán : Tout comme s'impose le processus colonial, de la même façon arrive le féminisme comme une théorie académique d'origine universitaire. Il arrive d'en haut, par les institutions qui le copient. On voit apparaître des prises de position de femmes qui se disent féministes, qui s'emparent du genre et créent une technocratie du genre, qui le dépolitisent en oubliant que c'est un système et une structure qui créent les conditions de l'inégalité. En réponse à cette technocratie et en rupture avec l'idée que l'Europe est la mesure de toute chose et incarne ce qu'il y a de mieux, des femmes se démarquent et considèrent que le féminisme est hautement révolutionnaire : c'est alors qu'apparaît le féminisme autonome en Amérique latine. En dehors des institutions qui sont nées des ONG, les femmes se sont organisées de façon autonome et proposent un féminisme différent. C'est de là qu'est né Mujeres Creando (Femmes qui créent), une proposition de féminisme autonome. Pour le dire simplement, c'est un féminisme qui ne se pense pas dans les universités mais qui se construit en partant du corps et dans la rue.

Dans votre proposition de féminisme communautaire, vous avez redéfini plusieurs termes-clé du féminisme. Pourriez-vous nous en parler ?

AG : Nous avons récupéré le mot de féminisme en toute autonomie épistémologique parce que nous considérons qu'être féministe n'est le privilège de personne, ni de l'université, ni de nos camarades ou sœurs d'Europe ou d'Amérique du Nord. Nous observons nous aussi le patriarcat, nous élaborons des idées, des théories, des catégories et des concepts capables d'expliquer notre réalité afin d'agir sur elle et de la transformer. Nous sommes féministes mais sur la base de notre vécu d'un patriarcat différent. Ceci représente pour nous une nécessité historique et éthique.

Pour nous, le féminisme est le combat de n'importe quelle femme, dans n'importe quel endroit du monde, à n'importe quelle époque de l'histoire, contre un système qui l'opprime ou qui veut l'opprimer. De n'importe quelle femme parce que nous pensons que ce n'est le privilège de personne ; dans n'importe quel endroit du monde parce que ce n'est le privilège ni de l'Europe, ni de l'Amérique du Nord ; et à n'importe quelle époque parce que nous ne pensons pas que le féminisme soit né en 1789 avec la Révolution française. La résistance des femmes existait déjà à Abya Yala. Nos grands-mères résistaient déjà à ce patriarcat originaire, parce que c'est naturel, parce que les femmes ne se laissent pas opprimer librement. Les femmes ont développé ici une résistance à toutes les relations de pouvoir, à partir de leurs corps.

Ce système, pour nous, c'est le patriarcat, mais nous avons besoin aussi de retravailler ce concept parce que nous ne pensons pas qu'il s'agisse d'un système d'oppression uniquement des hommes envers les femmes mais que c'est le système de toutes les oppressions, de toutes les discriminations, de toutes les exploitations dont souffrent la nature et l'humanité (hommes, femmes, personnes intersexuées, que ce soit pour des raisons de classe, de race ou de genre) même s'il a été construit historiquement sur le corps des femmes, ce qui signifie que l'on peut le détruire et poser les bases d'une autre façon de vivre.

Il est important aussi de préciser ce que nous entendons par genre parce que souvent, le féminisme a été

réduit au genre. Le genre, ce sont les prisons sociales imposées du féminin et du masculin. Et les deux ne sont pas à égalité car dans le genre se construit cette relation de subalternité du féminin et de supériorité du masculin. Nos camarades masculins subissent une oppression à partir du genre, mais leur prison est supérieure à la nôtre, ils ont des privilèges. Mais le genre n'est pas le patriarcat, c'est seulement une partie des formes d'oppression qui s'articulent dans le patriarcat, tant pour les hommes que pour les femmes, mais avec des privilèges pour les hommes et de l'oppression, essentiellement, pour les femmes.

Julieta Paredes : Nous réfléchissons en partant de nous-mêmes, pour nous-mêmes mais aussi pour notre communauté. Et dans cette pratique, qui est un commandement de la Pachamama, il est fondamental de penser ce que nous sommes et non que d'autres le fassent pour nous, nous disent qui nous sommes, nous imposent de l'extérieur des genres, des races et des couleurs ou exploitent nos corps. Tout cela, c'est la construction historique de ce que ce système a été : le patriarcat et les systèmes d'oppression. Quand nous parlons de théorie sociale, nous faisons référence à un concept qui nous est propre, qui prend son point de départ dans le féminisme communautaire ; cela ne nous intéresse pas d'entrer dans une polémique universitaire. Pour nous, il s'agit de chercher les causes des problèmes sociaux, de trouver des solutions et de faire une proposition de société dans laquelle nous aurions envie de vivre. Nous parlons de connaissances utiles. Nous voulons démythifier l'histoire de nos peuples. Telle est notre méthodologie épistémologique pour construire le féminisme : l'épistémè, pour nous, c'est le chemin emprunté vers la connaissance. La méthodologie, ce sont les pas que nous faisons, pas toujours en ligne droite, c'est une reconstruction qui évolue.

Actuellement, de nombreux féminismes récupèrent le corps comme espace à partir duquel ils articulent des théories et des pratiques politiques. Quelle place donnez-vous au corps ?

JP : Le premier point de la méthodologie que nous utilisons pour accéder à la connaissance, c'est le corps. Nous ne sommes pas des femmes blanches, nous sommes des femmes que le capitalisme et le néolibéralisme ont jetées dans la pauvreté, nous sommes lesbiennes, aymaras et révolutionnaires, des femmes qui participent au processus de changement en Bolivie. Quand nous avons commencé à regarder à partir de notre propre corps et que nous avons commencé à faire de la politique à partir de notre corps, nous nous sommes situées au point de jonction des deux patriarcats. Être féministe communautaire, ce n'est pas la même chose qu'être féministe à New York ou dans un bureau de l'ONU Femmes.

La révolution contre le système, en fin de compte, se définit à partir du corps des femmes. Dans le féminisme communautaire nous disons que si les autres révolutions ont échoué et que si le système patriarcal revient c'est parce que l'on n'a pas tenu compte de la moitié du peuple que nous sommes, nous les femmes. Les acteurs des révolutions c'était les hommes et pas l'ensemble de la communauté. C'est pourquoi il n'y a jamais eu de changement.

Le processus de changement en Bolivie peut aboutir au même abîme patriarcal que n'importe quel autre processus de l'histoire, parce que nous Boliviens et Boliviennes, nous ne sommes pas vaccinés contre le patriarcat, c'est un combat qui reste encore à mener. La révolution en Bolivie doit se faire depuis le féminisme communautaire, ou avec le féminisme communautaire, ou avec les femmes et le féminisme communautaire. Nous le disons dans cet ordre parce qu'à nous aussi, ça nous est difficile de discuter avec les femmes qui ne sont pas féministes. Même si, désormais, le féminisme est respecté et la thèse politique de l'Alliance des femmes a été adoptée, ce n'est toujours pas facile. Lors du débat sur la dernière loi plus inclusive contre la violence faite aux femmes, les Bartolinas [4] et Evo Morales lui-même parlaient d'en faire une loi pour empêcher la violence contre les personnes, mais c'est comme tout dire et rien dire. Nous devons faire une loi spécifique qui nous protège de la violence qui nous est faite en tant que femmes. Les femmes sont battues, les femmes sont tuées parce qu'elles sont des femmes, pas parce qu'elles sont pauvres ou parce qu'elles sont mères.

Vous parlez de communauté et en même temps vous dénoncez le machisme de certaines problématiques de la cosmovision indienne…

JP : Chacha Warmi et Kari Warmi : la cosmologie aymara établit que le monde est duel. Chacha est homme et Kari, femme. Dans les débats sur les concepts de la cosmovision indienne, on nous dit que le monde

andin est ainsi. Et nous ne sommes pas d'accord car qui mange les meilleures parts et en plus grande quantité dans les communautés ? Qui est dispensé de faire la cuisine et d'élever les enfants (filles et garçons) ? Qui décide dans la communauté ? Les chachas, les hommes ! On a voulu nous mentir en nous disant que la communauté est duelle, qu'il y a une relation de complémentarité. Ils n'ont pas choisi le mot « harmonie », ni le mot « équilibre », ni le mot « réciprocité » quand bien même ils utilisent ces mots pour définir d'autres types de relation. Quand on parle de « complémentarité », dans la théorie des ensembles ou dans n'importe quel discours, on conçoit un élément principal et un autre secondaire qui apporte sa petite contribution, la *yapita* [5] comme on dit.

Et pourquoi les indianistes ont-ils choisi le mot « complémentarité » pour définir la relation entre homme et femme ?

JP : Alors qu'il existait tant d'autres mots comme « réciprocité », « harmonie » ou « équilibre », nous les soupçonnons d'avoir choisi ce mot là parce qu'ils souhaitent définir et naturaliser dans le monde andin ce patriarcat ancestral. Il s'agit de faire passer pour naturelle l'inégalité et les privilèges des hommes dans les relations de genre. La communauté est conçue comme le rural, comme ce qui est possible à la campagne, et elle est conçue comme le Chacha-warmi : la naturalisation de l'oppression des femmes.

Dans la communauté, il y a l'autoritarisme, le machisme, la corruption, la paresse, la médiocrité, la propriété privée et l'individualisme. Ces éléments empêchent que la communauté existe avec toute sa force. À cause du patriarcat, elle marche de manière déséquilibrée. Nous voulons qu'elle marche sur ses deux pieds, qu'elle agisse avec ses deux mains et qu'elle regarde avec ses deux yeux. Nous avons besoin de nos deux mains et il n'y en a pas une plus importante que l'autre. Si nous les femmes nous nous mettions à faire comme les hommes et eux à faire ce que nous faisons nous, le processus s'arrêterait. Les façons de faire sont différentes, mais elles sont d'égale valeur. Chaque corps doit avoir sa propre autonomie, son propre rythme.

AG : La communauté est une catégorie qui nous permet d'avancer dans la construction de ce qui est notre utopie : la communauté des communautés. En termes politiques, cela signifie retrouver notre autonomie d'organisation parce que nous ne pensons pas que l'État, aussi progressiste soit-il, va changer les relations de pouvoir ou les hiérarchies. Nous récupérons les éléments de la communauté que sont la réciprocité, la lutte contre la propriété privée grâce à la propriété communautaire…, mais nous ne voulons pas de la communauté qui existe aujourd'hui. Il faut la construire avec un autre regard, nous ne voulons pas de communautés machistes, parce qu'aujourd'hui encore dans ces communautés, des femmes sont tuées, des femmes sont pénalisées pour avoir avorté, elles n'ont toujours pas le contrôle de leur propre corps. Il faut changer notre façon de nous organiser, notre façon d'établir des relations, de discuter sur qui effectue le travail non payé, qui élève les enfants, qui a la responsabilité politique face à la vie quand nous réfléchissons à la communauté. Nous proposons une construction politique et sociale, s'appuyant sur les fruits de la terre et sur notre travail afin que cette communauté se matérialise au cœur de notre utopie, de notre espérance.

Et en attendant d'atteindre l'utopie communautaire que faisons-nous pour faire avancer le monde ?

AM : En attendant, il est essentiel de mener des actions de réparation contre l'oppression historique qui s'est exercée sur nous les femmes. Pour concevoir ces actions il faut penser en termes de temps, corps, espace, mouvement et mémoire des femmes. Tant que nous continuerons à croire à cette histoire officielle où nous n'avons été que la sœur de… ou l'épouse de…, tant que nous ne récupèrerons pas notre mémoire historique qui s'inscrit dans notre corps et dans nos connaissances, cette indispensable réparation ne sera pas possible et la communauté ne pourra pas se transformer en cette utopie en laquelle nous croyons.

Tant que le temps continuera à être cette limitation due au système économique qui ne donne pas le temps aux femmes de se former, de s'organiser… Nous n'avons pas le temps parce que le système nous vole notre temps et cela signifie que le système nous vole nos vies. C'est pour cela que le patriarcat est un système de mort, parce qu'il nous vole ce temps non payé de l'éducation des enfants, de la famille. C'est pour cela qu'on dit que les femmes vieillissent plus vite, que c'est une question physique et biologique.

Soyons sérieux ! On nous exploite et nous vieillissons parce que nous nous levons à cinq heures du matin et que nous nous couchons à trois heures, que ce soit à cause des petits ou à cause du marché où il faut aller vendre. C'est un système qui nous tue à petit feu ou qui nous tue par la violence et le féminicide.

AG : La base que reproduit sans fin le capitalisme c'est le travail non payé que nous effectuons, nous les femmes. Aussi, tant que ceux qui se battent contre le capitalisme – qu'ils s'appellent communistes ou anarchistes – ne reconnaîtront pas ce travail non payé des femmes, ils perpétueront l'exploitation des femmes et ne mèneront pas une lutte frontale contre le capitalisme. Et tant que ce travail ne sera pas reconnu (et les mouvements de gauche ne l'ont pas fait), le système économique ne pourra pas être transformé.

Quelle analyse propose le féminisme communautaire sur les effets de la politique actuelle des gouvernements progressistes qui ont intensifié l'accumulation du capital par une politique d'extraction forcenée sur la vie et le corps des femmes ?

AG : Nous, nous ne sommes pas du MAS [6], et la responsabilité du gouvernement c'est de nous laisser construire notre utopie sans nous mettre d'embûches. Le gouvernement n'a qu'à faire ses lois, ses réformes, tout ce qu'il a à faire. Le féminisme communautaire, lui, répond à une histoire concrète. Notre féminisme de l'égalité et de la différence répond aussi à un contexte, il considère le patriarcat comme l'oppression des hommes sur les femmes. C'est pourquoi les féministes luttent de leur côté et ceux qui mènent la lutte contre la classe ou contre la racialisation, du leur, car ils ne considèrent pas le patriarcat comme un point d'articulation, ils ne prennent pas en considération l'oppression qu'ils exercent sur nos corps et sur les terres. L'autre jour, ils nous disaient à la radio : mais comment vous, les femmes, pouvez-vous remettre en cause la maternité ou parler de l'avortement alors que vous êtes là pour allaiter le monde ? Bien sûr, c'est la réification de nos corps et l'expropriation de notre utérus qui leur permettent de discuter quand nous devons enfanter et combien de fois, et de nous interdire d'avorter. C'est exactement la même chose que nous faisons à la nature, à la terre.

La société que nous proposons se veut une libération pour tous et toutes. L'autre élément, c'est la nature, nous sentons qu'avec la nature, nous formons un corps. Nous ne comprenons pas qu'on parle de la terre-mère parce que la terre n'est pas seulement une mère, c'est aussi une enfant, c'est aussi une grand-mère… il faut la laisser se reposer, ce n'est pas un sein éternel. Il faut réviser notre conception de la nature.

Que pensez-vous de la pluralité des féminismes qui se font jour en Amérique latine ?

JP : Nous qualifier de féministes continue à apporter beaucoup de privilèges : privilège de mener depuis une position institutionnelle les grandes coopérations internationales et continuer dans cette position à soutenir le patriarcat et le machisme du gouvernement qui n'assume pas les responsabilités qu'ils ont vis-à-vis des luttes que nous menons en tant que féministes communautaires. Il existe un programme impulsé par les organisations sociales sur l'égalité des chances mais il n'a jamais eu de financement et ce sont les féministes institutionnelles qui continuent à contrôler cet argent. Elles déclarent ensuite oui, oui, nous sommes diverses mais nous sommes toutes féministes. Mais nous ne sommes pas toutes des féministes sur le plan de la lutte contre le patriarcat et contre le système. Pour nous, la diversité s'entend par rapport aux positionnements politiques, par rapport aux identités politiques. Il ne s'agit pas d'être diverses et tolérantes, non. Il faut parler d'une identité et d'un positionnement politique pour connaître ta situation de vie, là d'où tu es : lesbienne, queer, gay, blanc, cela n'a pas d'importance, ce sont les différentes formes que la pachamama nous a dessinées. Les privilèges, c'est autre chose, et ce n'est pas d'interculturalité ou de diversité qu'il s'agit.

Nous ne cherchons pas un monde exclusivement indien, il n'y a pas un féminisme indien car sinon il faudrait qu'il y ait un féminisme blanc. C'est important de ne pas racialiser à nouveau le féminisme. Le féminisme communautaire vient dire à l'Europe : renoncez à vos privilèges, construisons une communauté, prenez position face au point de jonction des patriarcats dont les féministes européennes ont goûtés aussi. Mais il y a eu aussi, en Europe, des féminismes comme celui de Louise Michel que personne n'a revendiqué comme féminisme anarchiste. Où sont les féministes anti-patriarcales en

Europe ? Nous les interpelons : prenez position face au point de jonction des patriarcats !

Il faut dépasser l'individualisme. Le néolibéralisme nous a dit : toi toute seule ou toi tout seul tu dois viser l'efficacité et la réussite. Il t'a sommée de te défaire de tous les liens que comme individu décidée et de manière politique, tu souhaitais tisser, et de ceux que nous avions construits en tant que peuple. Toutes ces articulations telles que les syndicats ou les identités politiques au sein du système. Le néolibéralisme demande : pourquoi te syndiquer ? Trace plutôt ton avenir de manière individuelle. En Espagne où nos tantes et nos grands-mères sont parties travailler, quelle crise est en train de vivre l'individualisme néolibéral espagnol ? Ils n'ont ni syndicats ni organisations sociales parce qu'ils avaient abandonné ces espaces… et ils commencent à peine à se remobiliser parce que le néolibéralisme a produit un individualisme récalcitrant : ne crée pas de solidarité, ne crée pas de groupe, ne crée pas de syndicat, ne participe pas à l'action sociale… va plutôt au bar pour boire quelques bières avec ses petites tapas.

D'où vient la nécessité de faire émerger (Mujeres creando Comunidad (Femmes artisanes de communauté) vis-à-vis du projet Mujeres creando (Femmes qui créent) que tu avais fondé avec María Galindo [7] ? À quels besoins qui n'étaient pas abordés dans ce premier féminisme répond votre mouvement ?

JP : Nous avons mené des luttes historiques non seulement pour la Bolivie mais aussi pour Abya Yala. Nous avons été des actrices dans la construction d'une contestation, d'une critique et d'un positionnement face au néolibéralisme, à la technocratie de genre et à l'institutionnalisation du féminisme. Ce qui se passe, c'est que le système lui-même, le patriarcat, contient des mécanismes de séduction terribles auxquels il est très difficile de résister et c'est là qu'est mise à l'épreuve la qualité de la proposition que l'on fait. Cela ne signifie pas que nous ayons échappé à la séduction… cette séduction s'est aussi présentée à nous, sous forme d'individualisme, de recherche du succès, de reconnaissance en tant qu'artiste et d'exhibitionnisme personnel. On peut te dire « Bon sang, qu'est-ce que tu es rebelle, qu'est-ce que tu es cohérente, qu'est-ce que tu es autonome, quelle révolutionnaire tu fais ! » et, de cette manière, te manger le cœur.

Je crois que la différence fondamentale c'est qu'avec mes sœurs, nous avons toujours maintenu que « les révolutions se font avec notre peuple aussi hostile aussi machiste, aussi homophobe soit-il ». C'est comme ça qu'il faut poser le problème : c'est par amour pour notre peuple et non par amour de nous-mêmes. Je m'aime mais je veux vivre au milieu de mon peuple, avec lui. Et dans notre peuple, il y a des gens pourris mais ils font partie de ce que nous sommes. Je ne suis en rien une personne parfaite, j'ai mes propres limites et je dois les regarder en face et m'en excuser. Ce sujet concerne toute la communauté, il s'agit de récupérer la mémoire historique. Nous avons créé Mujeres Creando parce que nous avons toujours voulu être partie prenante de la transformation de la situation de nos peuples.

Tout d'un coup, nous sommes devenues très célèbres, voyageant ici et là, et pendant ce temps, en Bolivie on ne construisait rien. Ce n'était pas acceptable. Pendant un temps tu peux te persuader que le peuple est con parfois, qu'il est fasciste, mais à partir de l'an 2000 nous avons décidé de poursuivre la lutte avec notre peuple et de construire avec lui.

Comment naît l'alliance que vous avez réalisée avec d'autres féministes communautaires comme Lorena Cabnal, d'Asmimaxaj au Guatemala ?

JP : Ce n'est pas une alliance, Lorena n'était pas une féministe communautaire. C'est elle qui est venue à notre rencontre. Depuis 2003 nous discutons ensemble et à partir de là, elle aussi commence à parler de féminisme communautaire. Le féminisme communautaire c'est ça : dès que nous commençons à partager un même contenu, elles se nourrissent de ce que nous apportons et nous, de même, de ce qu'elles pensent et de ce qu'elles font.

Le féminisme communautaire est né en Bolivie et à partir de là nous sommes arrivées dans le reste d'Abya Yala. Ce que font les différentes camarades, c'est d'unir leurs luttes jusqu'à ce qu'elles se nomment féministes communautaires et que nous convergions. Nous, ça fait 23 ans que nous luttons et 10 ans de plus de féminisme communautaire. Une longue lutte, n'est-ce pas ? Mais le féminisme communautaire naît

là, ce n'est pas d'alliances qu'il s'agit. Pour nous, il est important de donner de la visibilité au processus indien de la Bolivie. Le féminisme communautaire naît et se développe à l'intérieur du processus indien en Bolivie, chose qui n'arrive pas au Guatemala, au Mexique, en Équateur ou au Chili.

Ce processus ayant pris naissance au sein des peuples indiens, il récupère et donne sens aux luttes de tout le continent. C'est pourquoi la Bolivie est importante pour le processus de changement qu'elle est en train de vivre. Il est important de donner de la visibilité aux luttes des autres camarades impliquées dans le féminisme des mouvements populaires. Mais les autres féministes communautaires n'ont pas participé aux luttes féministes que nous avons menées dans le continent, par exemple les luttes pour un féminisme autonome, et la dénonciation de l'institutionnalité. Nous portons ainsi toute cette mémoire aussi bien celles des luttes politiques de nos peuples, les luttes indiennes, que des luttes féministes à l'intérieur même du féminisme.

Les autres camarades nous rejoignent et greffent leurs pratiques de lutte politique, certaines se disant seulement féministes, d'autres seulement femmes indiennes, et elles rejoignent le féminisme communautaire. C'est important de sauvegarder la mémoire, le cheminement, le symbolisme de ce qu'est le processus de changement en Bolivie non pas dans le but de créer des succursales ou des sous-groupes mais pour générer une nouvelle méthodologie de construction. C'est un féminisme communautaire ancien, qui respecte le chemin parcouru, mais il ne s'agit pas non plus de superposer les unes sur les autres afin de pouvoir nous respecter dans nos différences.

Quels sont vos projets actuels ? Quels sont les principaux défis qui vous attendent dans la période actuelle ?

JP : À l'heure actuelle il y a trois choses qui ont été incorporées dans les luttes des femmes de notre peuple. La première c'est le cadre conceptuel du programme des politiques publiques du gouvernement de notre frère Evo Morales, ça, c'est déjà une politique publique et nous en rendons compte dans notre livre *Hilando fino. Desde el feminismo comunitario* (Tissant finement. En partant du féminisme communautaire). La seconde c'est la thèse politique de l'alliance des femmes qui est une alliance de plusieurs organisations sociales.

La troisième lutte que nous voulons mener c'est de conceptualiser, chose que nous avons déjà faite, la proposition de dépatriarcalisation et que cela devienne aussi une politique publique du gouvernement actuel. Bien sûr, cela n'est pas mis en œuvre comme cela devrait l'être, mais le seul fait de pouvoir formuler la proposition est déjà une grande avancée. Mais nous, à l'intérieur du mouvement, nous ne pourrions parler de dépatriarcalisation si nous ne construisions pas la communauté entre nous. Et ça, c'est complexe et difficile, mais c'est ce qui nous permet de venir parler ici, cela nous permet d'avoir les instruments pour expliquer ce qu'est la communauté et depuis quelle position nous en parlons.

– Dial – Diffusion de l'information sur l'Amérique latine – D 3259.
– Traduction de Michelle Savarieau pour Dial.
– Source (espagnol) : Programme d'études sur la démocratie et la transformation globale (PDTG), 20 juin 2013.

En cas de reproduction, mentionner au moins les autrices, la traductrice, la source française (Dial - www.dial-infos.org) et l'adresse internet de l'article.

Notes

[1] Voir notamment DIAL 3186 - « BOLIVIE - « Sans les femmes, ils n'auraient pas résisté trois jours » : entretien avec Julieta Paredes » et 3252 - « MEXIQUE - Mercedes Olivera : « Le féminisme occidental

est libéral, individualiste » ».

[2] Ce Programme d'études sur la démocratie et la transformation globale a été créé en 2003 au sein de la Universidad Nacional Mayor de San Marcos, au sein de la Faculté des sciences sociales (Lima) – NdT.

[3] Nom donné par les ethnies kunas de Panamá et de Colombie au continent américain avant l'arrivée de Christophe Colomb. En 1992, ce nom a été choisi par les nations indiennes d'Amérique pour désigner le continent rejetant le nom impropre d'Amérique latine donné par les Européens – NdT.

[4] Du nom de Bartolina Sisa, femme aymara qui a lutté contre les exactions du colonialisme espagnol. Elle a été pendue en 1782, à La Paz, à l'âge de 26 ans, après avoir été emprisonnée et torturée. Le mouvement féministe qui porte son nom est la « Confédération nationale de femmes paysannes indiennes de Bolivie, Bartolina Sisa » – NdT.

[5] La *yapa* est un petit mot très utilisé en Bolivie désignant un « supplément », un « ajout ». Il provient des deux langues parlées dans les Andes boliviennes : le quechua et l'aymara. On l'utilise pour demander un petit supplément lorsqu'on effectue des achats au marché, par exemple – NdT.

[6] Le Movimiento al socialismo (MAS, Mouvement vers le socialisme) est un parti de gauche fondé en 1997 par Evo Morales. Ce parti est au gouvernement depuis 2005. C'est un parti de rassemblement des forces sociales du pays (syndicats, mouvements de citoyens, etc.) – NdT.

[7] Voir DIAL 3135 - « BOLIVIE-ARGENTINE - « Être indomptables » : entretien avec María Galindo, du collectif Mujeres creando » – note DIAL.